

Lettre de liaison de l'Internationaliste

Numéro 15 – Décembre 2025

Site <https://mci-qi.org/>

Nous, GSI puis MCI, avons caractérisé le PS comme parti bourgeois il y a près de 20 ans dans l'Internationaliste n°82.

« Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions [...]. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'"accommoder" le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. »

Lénine, l'État et la Révolution, chap 1.

Nous, GSI puis MCI, avons caractérisé le PS comme parti bourgeois il y a près de 20 ans. C'était pour nous le produit de la reconfiguration des forces politiques à l'œuvre depuis la chute du mur de Berlin. La soumission du PS à la bourgeoisie réactionnaire est un des éléments de ce glissement à droite qui a impacté l'ensemble de la gauche, du PS au NPA, en passant par LO.

Force est de constater que les faits sont têtus et nous ont entièrement donné raison. Le PS est depuis tout entier l'instrument de la bourgeoisie française, ultra-réactionnaire, coloniale et inféodé au sionisme. Tous ceux qui prétendent aujourd'hui ignorer ce fait et composer avec le PS un programme de rupture politique mentent ou se trompent lourdement.

Le NPA, ex-LCR, (ndlr : aujourd'hui fracturé en 3 branches concurrentes : NPA , NPA Révolutionnaire, Révolution Permanente) , après avoir dévoyé le trotskysme, décide purement et simplement de l'abandonner lors de leur congrès de 2009. Avec l'opportunisme le plus farouche, ils ont fait de l'expérience accumulée de décennies de luttes du mouvement de masse internationale, de simples éléments de langages que l'on peut agiter ou jeter au gré du vent.


Lutte Ouvrière, sous couvert d'ouvriérisme, est une organisation qui a encore plus que les autres sombré dans l'électorisme. Très respectueux de la démocratie bourgeoise, ils font entièrement partie de la bureaucratie syndicale qui aujourd'hui pèse de tout son poids pour contenir le mouvement de masse. Enfin, en faux marxiste mais vrais chauvins, ils se sont trompés sur toutes les questions internationales les plus importantes. Ils n'ont maintenu pour ainsi dire qu'un internationalisme de façade.

En France, plus aucun parti ne défend réellement la perspective du socialisme, bien que certains gardent les appellations de « communiste », « socialiste », ou « trotskiste », des mots qui lorsqu'ils sortent de la bouche des opportunistes sont vides de contenu.

Pour notre part, nous pensons que tous ces vestiges du passé, qui ne répondent plus depuis longtemps à l'aspiration des jeunes et des travailleurs, seront balayés par la lutte des classes internationale.

Aussi, notre responsabilité face à la période à venir est de lever toute ambiguïté sur ces questions. C'est pourquoi, nous republions dans cette lettre notre article concernant le PS et la recomposition de la gauche, en date de décembre 2008. Nous invitons tous les militants sérieux à le lire attentivement, et à tous ceux qui partagent nos analyses et notre programme à se rapprocher de nous.

Nous avons de l'histoire, nous sommes des combattants de terrain, nous ne lâchons RIEN, rejoins-nous camarade !

	Les amis de L'Internationaliste	
		Année 2025
BON DE SOUTIEN		
Prénom :		10€/an
Nom :		
Profession ou lieu d'étude :		
Mail :		
Téléphone :		
Adresse :		Année 2025

Article paru dans *L'Internationaliste* n°82, Décembre 2008

La crise du capitalisme accélère la recomposition de la gauche institutionnelle

Le processus de décomposition et de recomposition politique entamé après la chute du mur de Berlin a connu en France, à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays, une importante accélération au cours de ces derniers mois. Deux facteurs majeurs, liés entre eux, peuvent expliquer cette accélération : l'aiguïsement de la lutte des classes et l'ampleur de la crise actuelle du système capitaliste.

Si la situation de la lutte des classes a fait échouer, dans une certaine mesure, la mise en place par la bourgeoisie française d'un système bipartite, comme cela a notamment été le cas en Italie avec la création du Parti démocrate de W. Veltroni, en revanche, la crise économique s'est traduite par une accélération du repositionnement de tous les secteurs de la gauche institutionnelle et « radicale ».

Du PS à la LCR en passant par le PC, toutes les organisations politiques sont concernées. Dans les semaines qui viennent de s'écouler, plusieurs éléments marquants ont caractérisé ce processus de réorganisation : les batailles internes et l'élection du nouveau premier secrétaire dans le cadre du congrès du PS, la création du Parti de gauche, les débats préparatifs au congrès du PCF qui doit se tenir au début du mois de décembre et la mutation de la LCR en NPA. La principale question qui se pose aujourd'hui est de savoir quelles conséquences cette recomposition aura pour le mouvement ouvrier.

Le PS au bord de l'explosion

Dernièrement, c'est le congrès du PS qui a le plus attiré l'attention des médias. Les luttes internes ont déchiré le PS lors du congrès de Reims et de l'élection du nouveau premier secrétaire et elles ont laissé le parti au bord de l'implosion. Mais quelles différences programmatiques fondamentales y avait-il entre les différentes motions et les différentes personnalités candidates au poste de premier secrétaire ? En regardant de près les diverses contributions, il est difficile de déceler des différences notables.

En effet, il faut rappeler qu'au mois d'avril dernier, alors même que la crise économique avait déjà touché le secteur immobilier, la direction du PS a voté comme un seul homme sa nouvelle déclaration de principe (à 98 %, y

compris les secteurs de gauche du PS, parmi lesquels Jean-Luc Mélenchon). Il s'agissait d'enterrer définitivement le « vieil » héritage marxiste, qui n'était certes plus que très formel au sein du PS, pour revendiquer ouvertement une « économie sociale et écologique de marché, [...] régulée par la puissance publique ainsi que par les partenaires sociaux ».

Cette déclaration entérinait donc définitivement la transformation du PS de parti ouvrier-bourgeois en parti bourgeois. En d'autres termes, le capitalisme était officiellement l'horizon indépassable pour l'humanité et les syndicats et autres organisations du mouvement ouvrier devaient être le plus intégrés possible afin d'aider à faire passer les contre-réformes capitalistes auprès des travailleurs.

Durant la même période, le maire de Paris Bertrand Delanoë affirmait qu'il était libéral, disant tout haut ce que les principaux dirigeants du PS pensaient plus ou moins tout bas, compromettant alors sérieusement ses chances de devenir premier secrétaire du PS. Même si les discours prononcés par les représentants des six motions du congrès de Reims et par la suite par Ségolène Royal et Martine Aubry se sont « gauchisés » sous l'effet de la crise, en réalité cela ne relève pas de différences de programme politique mais d'une lutte pour le contrôle de l'appareil du PS en vue des élections présidentielles de 2012. Il est difficile de spéculer sur l'avenir du PS, mais il est évident que les luttes qui ont opposé les deux candidates pour la direction du PS vont laisser des traces durables et profondes.

La création du Parti de gauche

Un des éléments marquants du congrès de Reims a été la rupture avec le PS du sénateur de l'Essonne Jean-Luc Mélenchon et du député du Pas-de-Calais Marc Dolez, le 7 novembre dernier. Ces deux représentants de l'aile gauche du PS, qui avaient soutenu la motion présentée par Benoît Hamon et qui s'étaient opposés au traité européen de 2005, ont pris acte des résultats opposant les différentes motions et ont admis que la droite du PS avait remporté la bataille.

En effet, en 2002, la « gauche » du PS représentait 44 % des militants. En 2008, elle n'en représente plus que 18 %. Les deux dirigeants ont donc décidé de quitter le PS pour fonder le Parti de gauche. Ce parti regroupe plusieurs secteurs politiques tels que MARS (mouvement qui intègre des partisans de Jean-Pierre Chevènement), des militants du PS ou encore des militants syndicalistes comme Claude Debons, ancien membre de la direction de la CFDT Cheminots oppositionnelle passé à la CGT au moment du mouvement contre la réforme du système de retraite en 2003. Le Parti de gauche a tenu son premier meeting à l'Île-Saint-Denis le 29 novembre 2008 et a réuni près de 2 000 personnes.

En plus des personnes citées plus haut, était également présent à ce meeting Oskar Lafontaine, ancien ministre du gouvernement de G. Schröder et fondateur du parti Die Linke (la Gauche), qui regroupe des syndicalistes, des oppositionnels du SPD et le PDS (ancien parti communiste d'Allemagne de l'Est). Par ailleurs, juste après avoir rompu avec le PS, Jean-Luc Mélenchon est apparu aux côtés de la dirigeante du PCF Marie-Georges Buffet pour annoncer la création de listes « de gauche » lors des prochaines élections européennes.

Ce regroupement politique s'inspire notamment du parti Die Linke, parti qui a obtenu d'importants résultats électoraux lors des dernières élections régionales et nationales allemandes. Ce parti se situe donc dans le cadre du capitalisme et des institutions et cherche à occuper le terrain traditionnel du réformisme abandonné par le PS. Cette organisation politique est essentiellement motivée par des considérations électorales. S'il obtient des résultats politiques conséquents, le Parti de gauche pourrait être amené à entrer dans un gouvernement de Front populaire avec le PS !

PC : la liquidation finale

Depuis quelques années déjà, l'existence du PCF ne dépend que des accords électoraux passés avec le PS. Depuis la chute du mur de Berlin, les résultats électoraux du PCF connaissent une baisse constante et ont atteint le chiffre historiquement bas de 1,93 % lors de la dernière élection présidentielle. L'effondrement électoral s'accompagne logiquement d'une érosion continue et substantielle du nombre de militants.

Par ailleurs, la diminution du nombre de responsabilités électorales, de postes de députés et autres conseillers municipaux se traduit par l'aiguïsement des batailles internes pour le contrôle de l'appareil. C'est bien connu, quand le navire coule, les rats quittent le navire : le dernier en date, Robert Hue, qui s'est plaint que le PC était « non réformable », a quitté la direction du parti à la fin du mois de novembre.

C'est dans ce contexte que se sont tenus les débats préparatifs du prochain congrès qui aura lieu les 10 et 11 décembre prochains. Le texte d'orientation présenté par la direction sortante souhaitant le changement de nom,

c'est-à-dire l'achèvement du processus de social-démocratisation entamé après 1989, est arrivé en tête. Mais ce qui a pu être observé lors des préparatifs du congrès, c'est la démoralisation et la diminution du nombre de militants.

Dans certaines sections historiques du Val-de-Marne ou de Seine-Saint-Denis, les débats organisés ont réuni à peine 10 % du nombre des adhérents et le nombre de votants se situait en dessous des 50 %. Ce qui peut sauver, en partie du moins, l'existence de l'appareil du PCF, c'est la main tendue par Jean-Luc Mélenchon pour former une alliance lors des prochaines élections européennes.

De la LCR au NPA

La mutation de la LCR en NPA est un autre élément marquant de la situation politique française de ces derniers mois. La LCR s'apprête à se transformer en Nouveau parti anticapitaliste lors de son congrès de fondation en janvier 2009. Mais le projet politique du NPA reste peu défini. Si on ne sait pas vraiment ce qu'il sera, en revanche on sait déjà ce qu'il ne sera pas (voir l'Internationaliste no 81).

Il s'agira d'un parti politique qui abandonne les acquis pratiques et théoriques ainsi que la référence au trotskisme. Ce sera un parti qui ne fonctionnera pas sur la base du centralisme démocratique et qui ne se battra pas pour la dictature du prolétariat, c'est-à-dire pour la prise du pouvoir par la mise en place d'un gouvernement par et pour les travailleurs pour l'instauration du système socialiste.

Car de socialisme, Olivier Besancenot n'en a pas parlé une seule fois lors du meeting de lancement du NPA de la région parisienne qui s'est tenu le jeudi 6 novembre à la Mutualité !

Quelle perspective politique ?

Les changements sont nombreux au niveau de la gauche institutionnelle et radicale et cela pourrait se traduire par des résultats assez importants aux prochaines élections pour le NPA ou pour le Parti de gauche, au détriment du PS.

Mais ces différentes organisations ne tirent pas, ou ne veulent pas tirer, toutes les conclusions de la crise actuelle du système capitaliste. Se limiter au terrain électoral, ce n'est pas ouvrir les perspectives politiques dont la classe ouvrière a besoin. La nécessité aujourd'hui pour les jeunes et pour les travailleurs, c'est une organisation politique qui œuvre à l'unification des luttes et des mouvements pour construire la grève générale afin de faire reculer le gouvernement.

Mais cette perspective pose la question de la remise en cause des institutions, de la prise du pouvoir et de l'alternative politique. **L'organisation dont les jeunes et les travailleurs ont besoin, c'est un parti internationaliste qui se batte pour le renversement du capitalisme et pour l'instauration du socialisme, c'est-à-dire l'expropriation des capitalistes et le contrôle de l'économie par les travailleurs afin de satisfaire les besoins sociaux et vitaux de l'humanité. En tout état de cause, c'est la lutte des classes et la mobilisation des travailleurs qui aura le dernier mot.**